

# **POLITIQUE SECTORIELLE – INDUSTRIE MINIERE**



# TABLE DE MATIERES

---

Préambule	3
Politique sectorielle	5
1 Objectif	5
2 d'application	5
2.1 Géographique	5
2.2 Métiers	5
2.3 Les activités de BNP Paribas concernées	5
3 Les règles et les normes	6
3.1 Projets Miniers	6
3.2 Sociétés Minières	10
3.3 Bonnes pratiques industrielles	12
4 Mécanismes de mise en œuvre au niveau Groupe	13
4.1 Produits et services financiers	13
4.2 Activités d'investissement et gestion d'actif	13
5 Communication de la politique et suivi	15
6 Mentions légales	15
Annexes : Glossaire	16



## Préambule

Dans le cadre de l'exercice de sa Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), le Groupe BNP Paribas (ci-après le Groupe) a développé une politique destinée à encadrer ses activités dans le secteur de l'industrie minière.

Le secteur minier permet d'extraire des ressources minérales qui sont des éléments de base pour la plupart des secteurs de l'économie. L'accroissement de la population mondiale et les attentes des populations des pays en développement qui souhaitent bénéficier de niveaux d'infrastructures, de services et de biens comparables à ceux dont jouissent les populations de la plupart des pays développés sont deux facteurs qui contribuent à stimuler la demande mondiale en ressources minérales. Or, les réserves disponibles se font progressivement plus rares et plus difficiles d'accès.

Le secteur minier représente également une part importante du produit intérieur brut dans de nombreux pays où le développement responsable de cette industrie devient aujourd'hui un enjeu primordial en termes de source de revenus, d'emploi, de développement des infrastructures et de soutien à la production.

Ces considérations doivent être mises au regard des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance liés à l'industrie minière. Ces risques couvrent notamment l'utilisation de l'eau et sa qualité (en particulier dans les zones sujettes à pénurie d'eau), la production de déchets, la pollution de l'air au niveau local et les émissions de gaz à effets de serre, l'utilisation des terres et les impacts sur la biodiversité qui en découlent, les impacts sur les droits de l'homme (réhabilitation des terres, conditions de travail, santé et sécurité des communautés locales, afflux de population, déplacement physique ou économique, impacts sur les moyens de subsistance et l'identité culturelle des populations autochtones), ainsi que les questions de gouvernance (transparence des revenus, politiques environnementales et sociales) et de partage des bénéfices (création d'emplois locaux, contribution au développement économique et social local, etc.).

BNP Paribas reconnaît aussi que l'utilisation du charbon est fortement émettrice de CO<sub>2</sub> et contribue de manière importante au changement climatique. Suivant les objectifs définis par l'Accord de Paris, et en ligne avec les scénarios associés du GIEC, la production de charbon et son utilisation doivent être réduites de manière significative. C'est dans ce contexte que BNP Paribas a défini une politique ambitieuse vis-à-vis du charbon et a décidé d'arrêter le financement de tout projet lié à l'extraction de charbon métallurgique ou thermique et de ne plus soutenir les entreprises impliquées dans l'extraction ou le négoce de charbon thermique n'ayant pas défini de stratégie de sortie du charbon.



**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**

Afin de fournir des produits et services financiers aux entreprises et projets du secteur minier de façon responsable au niveau mondial, le Groupe a défini la présente politique en prenant en compte les considérations exposées ci-dessus. Le Groupe encourage les sociétés minières et les projets miniers à employer et adopter une démarche exemplaire en matière de responsabilité sociale et environnementale.

**BNP PARIBAS**

La banque  
d'un monde  
qui change

# Politique sectorielle

## 1 Objectif

La présente politique définit un ensemble de règles et de procédures concernant les services et produits financiers proposés par les entités du Groupe BNP Paribas. Elle a pour objectif de répondre aux enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance du secteur minier et d'établir des lignes directrices pour un exercice responsable des activités du Groupe.

## 2 Champ d'application

### 2.1 Géographique

Mondial.

### 2.2 Métiers

Cette politique encadre :

- Projets miniers : nouveaux projets et/ou extension de projets existants, couvrant les phases suivantes : planification minière et développement (y compris infrastructures dédiées situées à l'intérieur de la zone minière), exploitation, traitement sur site du minerai extrait, fermeture de mine et réhabilitation.
- Sociétés minières : toute société, groupe ou coentreprise possédant des actifs miniers (représentant une part significative de leurs actifs totaux) et impliquée dans l'exploration, le développement ou l'exploitation de ces actifs.

### 2.3 Les activités de BNP Paribas concernées

Entités du Groupe BNP Paribas : la présente politique s'applique à toutes les branches d'activités, succursales, filiales et coentreprises dont le Groupe détient le contrôle opérationnel. Pour toute nouvelle coentreprise dans laquelle BNP Paribas est minoritaire, le Groupe s'efforce d'inclure ses normes dans le cadre de l'accord.

Produits et services financiers : la présente politique s'applique à l'ensemble des activités de BNP Paribas (activités de prêt, marchés de la dette et des capitaux propres, garanties, activités de conseil, services de couverture et services auxiliaires, etc.). Elle vise tous les nouveaux clients et toutes les nouvelles transactions. Les accords antérieurs à cette politique seront revus au titre de la politique au moment de leur révision, en interne ou avec le client.



**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**

Gestion d'actifs : la présente politique s'applique à toutes les entités du Groupe gérant des actifs propriétaires et pour compte de tiers, à l'exception des produits liés à des indices et des mandats. Les gestionnaires d'actifs externes au Groupe sont activement contrôlés et fortement encouragés à appliquer des normes similaires.

## 3 Les règles et les normes

Le Groupe attend des sociétés minières et des projets miniers qu'ils respectent les législations locales en vigueur, les obligations d'obtention de licences ainsi que les conventions internationales ratifiées par les pays où ces sociétés exercent et/ou ces projets sont développés et opérés.

Dans le cadre de son processus interne de conformité, le Groupe met en œuvre des mesures renforcées de surveillance et de contrôle pour identifier, entre autres, les risques de gouvernance (notamment de corruption) pour tous les nouveaux clients et toutes les nouvelles transactions.

Outre la réglementation en vigueur et autres normes applicables, la présente politique définit des critères spécifiques auxquels les sociétés et projets miniers devront se conformer. Ces critères se déclinent en deux catégories : exigences obligatoires et critères d'évaluation.

Les critères obligatoires s'entendent comme des conditions sine qua non : ils doivent être respectés de manière stricte pour que le Groupe envisage de fournir des produits et services financiers à des sociétés minières ou des projets miniers.

Outre ces critères obligatoires, le Groupe a défini des critères d'évaluation lui permettant d'approfondir son analyse relative aux sociétés minières et aux projets miniers. Selon les résultats de cette évaluation complémentaire, le Groupe se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires ou bien de décliner la transaction, même si les critères obligatoires sont satisfaits.

### 3.1 Projets Miniers

#### 3.1.1 Critères obligatoires

Le Groupe ne fournira aucun produit ou service financier à des projets miniers :

- Lorsque la zone d'exploitation minière ou les installations connexes se situent dans les zones suivantes :
  - Sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO
  - Zones humides inscrites sur la liste de Ramsar
  - Sites définis par l'Alliance for Zero Extinction (AZE)



**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**

- Aires protégées de catégories I à IV (classification de l'UICN)
- Qui se situent dans des pays sous sanctions financières de la France, de l'Union européenne, des Etats-Unis ou des Nations Unies ;
- Qui se situent au sein d'une zone de conflit armé actif ;
- Qui font appel au travail des enfants ou au travail forcé tels que défini dans les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)<sup>1</sup>;
- Qui ne sont pas menés en conformité avec les critères définis par l'OIT dans la convention C 176 sur la santé et la sécurité dans les mines (1995) ;
- Qui ne disposent pas d'un plan de réhabilitation du site ;
- Qui extraient de l'amiante ;
- Qui ne disposent pas d'un plan de gestion de la santé et de la sécurité et, dans le cas de l'extension d'un projet déjà existant, d'un historique des problèmes de santé et de sécurité ;
- Qui sont des exploitations minières artisanales et de petite échelle ;
- Qui sont des projets de MTR situés dans les Appalaches ;
- Qui déversent des résidus miniers dans les cours d'eaux ou en mer à faible profondeur.

BNP Paribas ne fournira aucun produit ou service financier

- Aux projets qui sont dédiés à l'extraction de charbon thermique ou métallurgique ;
- Aux projets d'infrastructures qui sont dédiées au charbon thermique, comme les ports et les terminaux de ports existants, le transport de charbon thermique par rail ou par route, le stockage de charbon (entrepôts).

Par ailleurs, le Groupe applique les Principes de l'Equateur aux activités de conseil et de financement qui concernent les projets miniers, ainsi qu'aux prêts aux entreprises lorsqu'au moins 50 % des fonds sont consacrés à un projet minier et lorsque l'emprunteur a le contrôle effectif du projet.

### 3.1.2 Critères d'évaluation

Le Groupe procédera également à une analyse du projet minier envisagé. Les critères d'évaluation ci-après seront considérés comme des éléments clés du processus de diligence raisonnable. Pour chacun de ces critères, le Groupe évaluera ainsi :

- Population
  - Si le projet minier nécessite un déplacement physique ou économique conséquent à l'acquisition de terres ou de restrictions sur l'utilisation des terres. Si tel est le cas,

<sup>1</sup> Convention C138 sur l'âge minimum du travail des enfants (1973) ; Convention C182 sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants (1999) ; Convention C29 sur le travail forcé (1930)



**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**

le plan d'action relatif au déplacement et/ou le plan de restauration des moyens de subsistance (et en particulier les mécanismes de compensation) seront évalués.

- Si le projet minier a mis en place un plan de consultation proportionné à sa taille et à ses impacts, de même qu'un mécanisme de règlement des griefs à travers lequel les différentes parties prenantes pourront exprimer leurs préoccupations et se voir proposer des solutions.
  - Si le projet minier a développé des initiatives qui bénéficient aux communautés locales (notamment des programmes d'emplois locaux, d'approvisionnements locaux en biens et services ou de financements d'infrastructures publiques).
  - Parallèlement à cela, le Groupe attend des projets miniers qu'ils instaurent avec les personnes affectées par le projet une démarche de communication efficace, transparente et adaptée à leur culture.
- Utilisation de l'eau et pollution
    - Si le projet minier se situe dans une zone soumise à un stress hydrique où le besoin en eau des activités minières risque d'entrer en concurrence avec d'autres besoins en eau. Si tel est le cas, les mesures prises par le projet minier pour minimiser sa consommation en eau et surveiller son impact sur la disponibilité de l'eau pour les autres utilisateurs seront évaluées. Une attention particulière sera accordée aux stratégies visant à une amélioration continue de la performance.
    - Si le projet minier propose une gestion appropriée de ses rejets pour réduire la pollution de l'eau.
- Emissions atmosphériques
    - Si le projet minier comprend des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant de ses opérations et de ses sources d'énergie, ainsi que pour réduire les émissions atmosphériques (poussières par exemple) et les incidences que celles-ci peuvent avoir sur l'environnement et les communautés locales.
- Parcs à résidus miniers et haldes de stériles
    - Si l'installation du parc à résidus miniers (ou leur méthode d'élimination) est conçue dans le respect des bonnes pratiques de l'industrie en termes de sécurité et de confinement à long terme. L'immersion en mer à grande profondeur de résidus miniers ne peut être envisagée que si les conclusions d'une étude de faisabilité et d'une étude d'impact environnemental et social prenant en compte les autres méthodes de gestion des résidus font ressortir que c'est bien cette option qui est la plus appropriée.



**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**



- Si la halde de stériles est conçue dans le respect des bonnes pratiques de l'industrie afin de minimiser l'érosion, réduire les risques liés à la sécurité et gérer les résidus ayant un potentiel de génération d'acide sur le long terme.
- Biodiversité et écosystème
  - Si le projet minier se situe dans des zones à haute valeur pour la conservation (HVC) ou si celui-ci risque d'avoir des répercussions néfastes sur ces zones. Si tel est le cas, les mesures prises par le projet minier pour éviter ces répercussions, et garantir que ces zones ne subissent aucune perte irréversible de valeur, seront évaluées.
  - Si le projet minier se situe dans - ou à proximité - d'aires protégées de catégories V-VI (classification de l'UICN). Si tel est le cas, les mesures prises par le projet minier pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de ces aires protégées seront évaluées.
- Emplacement
  - Si le projet minier se situe dans une zone inondable et/ou à risque sismique. Si tel est le cas, la conception du projet et les mesures d'atténuation de ces risques seront évaluées.
- Santé et sécurité
  - Le plan de gestion et/ou l'historique des problèmes de santé et de sécurité du projet minier seront évalués.
- Plan de réhabilitation
  - Si le plan de fermeture et de réhabilitation du site minier est soutenu par des réserves ou des capacités financières suffisantes, ou par d'autres instruments financiers.
- Transparence
  - Si le projet minier publie le détail des versements faits au gouvernement du pays hôte (redevances, taxes, partage des bénéfices, etc.).
- Sécurité
  - Si le projet minier fait l'objet d'une politique couvrant les aspects liés à la sécurité de ses opérations (recours à du personnel de sécurité par exemple) tout en garantissant le respect des droits de l'homme.

**BNP PARIBAS****La banque  
d'un monde  
qui change**

BNP Paribas encourage la publication en ligne des informations liée aux projets comme les rapports d'étude d'impacts environnementaux et sociaux, le plan de gestion environnemental et social, ainsi que la publication des informations qui répondent de manière spécifique aux interrogations soulevées par les parties prenantes.

BNP Paribas attend des projets miniers qu'ils développent et déploient un système compréhensif de gestion environnementale et sociale et qui couvre les phases de construction et d'exploitation.

## 3.2 Sociétés Minières

### 3.2.1 Critères obligatoires

Le Groupe ne fournira aucun produit ou service financier aux sociétés minières qui :

- Ont leur siège social dans des pays sous sanctions financières de la France, de l'Union européenne, des Etats-Unis ou des Nations Unies ;
- Font appel au travail des enfants ou au travail forcé tels que défini dans les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)<sup>2</sup> ;
- Ne sont pas en mesure de fournir un historique des problèmes de santé et de sécurité au niveau de la société ;
- Extraient de l'amiante ;
- Ne sont pas en mesure de publier, ou de fournir sur demande, des informations concernant leurs performances en termes de consommation d'eau, production de déchets et émissions de GES, ainsi que sur leur stratégie en matière de réhabilitation des terres.

Le Groupe ne financera pas les exploitations minières artisanales et de petite échelle.

Critères spécifiques pour les sociétés minières impliquées dans le charbon thermique :

BNP Paribas ne fournira pas directement de produits et services financiers aux entités minières<sup>3</sup> :

<sup>2</sup> Convention C138 sur l'âge minimum du travail des enfants (1973) ; Convention C182 sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants (1999) ; Convention C29 sur le travail forcé (1930)

<sup>3</sup> Toute entité juridique qui possède ou opère des actifs miniers charbon thermique.



**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**

- qui sont des producteurs majeurs de charbon issus du MTR (mountain top removal) dans les Appalaches ;
- qui développent ou prévoient de développer leurs capacités d'extraction de charbon thermique (nouvelles mines ou expansion de mines existantes) ;
- qui n'ont pas adopté une stratégie de sortie du charbon thermique à horizon 2030 dans les pays de l'Union Européenne et de l'OCDE et à horizon 2040 pour le reste du monde.

BNP Paribas ne fournira pas de produits et services financiers aux entités minières<sup>4</sup> qui appartiennent à des groupes qui :

- produisent plus de 10 millions de tonnes de charbon thermique par an, ou
- qui génèrent plus de 20% de leurs revenus à partir du charbon thermique.

BNP Paribas ne fournira pas de produits et services financiers aux sociétés d'infrastructures qui sont dédiées au charbon thermique incluant:

- les ports ou terminaux de ports existants,
- le transport de charbon thermique par rail ou par route,
- le stockage de charbon (entrepôts).

BNP Paribas ne fournira pas de produits et services financiers aux sociétés de courtage dédiées au charbon thermique.

### 3.2.2 Critères d'évaluation

Le Groupe procédera également à une analyse des sociétés minières concernées. Les critères d'évaluation ci-après seront considérés comme des éléments clés du processus de diligence raisonnable. Pour chacun de ces critères, le Groupe évaluera ainsi :

- Si la société minière développe ses nouveaux projets miniers dans le respect des principes énoncés au paragraphe 3.1.1
- Si la société minière conduit ses activités (projets miniers en opération) dans le respect des bonnes pratiques de l'industrie et si des actions d'amélioration continue de la performance sont mises en place.
- Le niveau de transparence relative aux versements effectués par la société minière aux gouvernements hôtes (redevances, taxes, partage des bénéfices).
- Le niveau de transparence de la société minière vis-à-vis de ses parties prenantes : à travers une démarche de communication et d'engagement, ainsi que la qualité de sa

---

<sup>4</sup> Toute entité juridique qui possède ou opère des actifs miniers charbon thermique



communication et de sa performance sur les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance majeurs.

- La politique d'engagement et de développement durable de la société minière envers les communautés locales.
- Si la société minière a fait l'objet de critiques régulières et répétées au sujet de sa performance environnementale, sociale, sécuritaire (y compris concernant l'usage de forces de sécurité) et de gouvernance. Si tel est le cas, le Groupe vérifiera les mesures qui ont été prises pour remédier à ces problèmes.

### 3.3 Bonnes pratiques industrielles

Le Groupe encourage les sociétés minières (y compris les développeurs de projets miniers spécifiques) à mettre en place de bonnes pratiques industrielles concernant les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance, notamment en se ralliant à des initiatives reconnues telles que :

- Les initiatives et les normes mises en place pour défendre et appliquer une série de principes universels dans plusieurs domaines (droits de l'homme, conditions de travail, performance environnementale, lutte contre la corruption, etc.), qu'elles soient d'ordre général ou spécifiques au secteur minier. Par exemple :
  - Pacte Mondial (ONU) ;
  - Principes directeurs relatifs aux droits des entreprises et aux droits de l'homme (ONU) ;
  - Directives OCDE pour les Entreprises Multinationales ;
  - Normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société Financière Internationale (SFI) ;
  - Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires générales (Banque Mondiale/SFI) ;
  - Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires pour l'exploitation minière (Banque Mondiale/SFI) ;
  - Conseil International des Mines et Métaux (ICMM).
- Les initiatives mises en place pour améliorer la transparence, la responsabilité et la communication d'informations, qu'elles soient d'ordre général ou spécifiques au secteur minier. Par exemple :
  - Global Reporting Initiative (GRI) ;
  - Carbon and Water Disclosure Projects ;



**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**

- Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (EITI).
- Les initiatives mises en place pour garantir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le cadre du maintien de la sûreté et de la sécurité des opérations minières. Par exemple :
  - Principes Volontaires sur la Sécurité et les Droits de l'Homme.
- Les initiatives sectorielles visant des activités spécifiques au sein du secteur de l'exploitation minière. Par exemple :
  - Processus de Kimberley (production diamantaire) ;
  - Code international de gestion du cyanure (extraction de l'or).

## 4 Mécanismes de mise en œuvre au niveau Groupe

### 4.1 Produits et services financiers

Les informations relatives aux exigences et critères précités seront obtenues auprès des clients du secteur minier par les chargés de relation clientèle du Groupe.

Le Groupe examinera régulièrement la performance des sociétés minières selon la présente politique. Plus particulièrement, les entreprises impliquées dans l'extraction de Charbon thermique seront revues chaque année. S'il apparaît qu'un client ne respecte pas les exigences qui y sont énoncées, un dialogue sera alors engagé avec le client afin de trouver une solution acceptable pour améliorer la situation dans les meilleurs délais. Si le dialogue n'aboutit à aucune solution acceptable, le Groupe pourra alors décider de ne plus développer de nouvelles relations commerciales avec ce client et ré-évaluera la relation commerciale existante en tenant compte des accords contractuels en vigueur.

### 4.2 Activités d'investissement et de gestion d'actifs

Les entités du Groupe gérant des actifs pour compte de tiers appliqueront progressivement toutes les exigences de cette politique. Une transition est en effet nécessaire compte tenu du fait que les investisseurs existants et potentiels doivent être informés de l'existence et des implications de cette politique.

Les entités du Groupe gérant des actifs pour compte de tiers ont défini des règles supplémentaires concernant le charbon thermique, adaptées à leurs spécificités et qui sont en ligne avec l'engagement pris par la Banque de sortir du charbon thermique.



**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**

En 2020, BNPP AM a renforcé de manière significative sa politique d'exclusion des sociétés minières impliquées dans l'extraction du charbon thermique. BNPP AM exclura les sociétés minières qui ne remplissent pas un ou plusieurs des critères suivants :

- Toute société qui développe ou prévoit de développer des capacités d'extraction de charbon thermique (nouvelles mines ou expansion de mines existantes)
- Toute société qui tire plus de 10% de ses revenus de l'extraction de charbon thermique
- Toute société qui produit plus de 10 millions de tonnes de charbon thermique par an
- Toute société qui n'a pas adopté une stratégie de sortie du charbon thermique à horizon 2030 pour les pays de l'Union Européenne et de l'OCDE et à horizon 2040 pour le reste du monde.

BNPP AM reconnaît l'importance d'encourager les sociétés à réduire leur dépendance au charbon thermique afin de rendre possible un alignement de leurs activités avec les objectifs de l'Accord de Paris. Les sociétés minières qui ne passent pas les critères mentionnés ci-dessus mais qui ont pris des engagements crédibles de réduction de leurs activités d'extraction du charbon thermique à des niveaux compatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris pourront être placées sur une liste de surveillance. Les sociétés présentes sur cette liste devront être en ligne avec les critères de la politique de BNPP AM dans un délai maximum de 2 ans et ne pourront pas dépasser les échéances de sortie du charbon thermique de 2030/2040. Aucune exception ne sera accordée aux entreprises qui développeront de nouvelles mines de charbon thermique.

BNP Paribas Cardif a adopté une sortie du charbon thermique de ses investissements à horizon 2030<sup>5</sup>.

Les sociétés qui ne remplissent pas les critères définis dans cette politique sectorielle, seront intégrées à la liste d'exclusion de BNP Paribas Asset Management

Les modalités pratiques de définition et de mise en application des listes d'exclusion et de surveillance sont décrites dans la « Politique en matière de conduite responsable des affaires » (RBC) de BNP Paribas Asset Management.

BNP Paribas mettra en œuvre ces exigences dans le cadre de ses activités d'investissement et de gestion d'actifs par le biais des mesures suivantes :

- BNPP Asset Management établit les listes de surveillance et d'exclusion et applique l'exclusion dans le cadre de ses investissements en mettant fin à tout nouvel investissement et en liquidant tout investissement en cours, sur les émetteurs concernés, dans un délai raisonnable et en fonction des conditions de marché selon les modalités prévues dans la RBC ;
- Lorsqu'elle est appliquée à d'autres activités au sein de BNP Paribas, ces listes deviennent les « listes de surveillance et d'exclusion des activités d'investissement et de gestion d'actifs de BNP Paribas » ;

<sup>5</sup> [https://www.bnpparibascardif.com/documents/583427/1151336/CP\\_Transition+%C3%A9nerg%C3%A9tique+18032019-.pdf/fe831ac0-c22c-4454-ad16-7291a1f53144](https://www.bnpparibascardif.com/documents/583427/1151336/CP_Transition+%C3%A9nerg%C3%A9tique+18032019-.pdf/fe831ac0-c22c-4454-ad16-7291a1f53144)



**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**

- BNP Paribas Cardif mettra en œuvre cette politique en appliquant les « listes de surveillance et d'exclusion des activités d'investissement et de gestion d'actifs de BNP Paribas » dans le cadre de ses activités d'investissement. BNP Paribas Cardif n'investira plus et liquidera tout investissement<sup>6</sup> dans des entreprises exclues par cette politique dans un délai raisonnable, en fonction des contraintes de solvabilité et comptables de l'assureur.
- BNP Paribas Wealth Management, banque privée de BNP Paribas, en tant que distributeur, fournit à ses clients des produits BNP Paribas conformes à cette politique et encourage les gérants externes à adopter les standards définis dans cette politique.

## 5 Communication de la politique et suivi

Toutes les parties prenantes du Groupe seront informées de l'existence et du contenu de la présente politique. Cette politique sera publiée sur le site internet du Groupe et un exemplaire sera systématiquement remis aux clients existants ou potentiels, dans le cadre du processus de diligence raisonnable ou lors de la négociation de tout service financier à fournir après la date de publication officielle de cette politique.

Le Groupe révisera régulièrement cette politique et pourra éventuellement la mettre à jour pour s'assurer de sa compatibilité permanente avec les réglementations et les meilleures pratiques nationales et internationales.

## 6 Mentions légales

Afin de respecter les réglementations et d'appliquer les principes définis dans ses procédures et politiques sectorielles internes, le Groupe met tout en œuvre pour obtenir des informations précises et fiables, notamment de la part des sociétés du secteur minier, concernant leurs politiques et pratiques en matière de développement durable. Le Groupe se base sur les informations obtenues de la part des sociétés du secteur minier et de ses partenaires. Sa décision dépend néanmoins de la qualité et de l'exactitude de ces informations, qui doivent également être à jour.

---

<sup>6</sup> Les restrictions à l'investissement s'appliquent aux actifs directement détenus dans les fonds généraux de BNP Paribas Cardif : actions et obligations d'entreprise. Elles ne s'appliquent pas aux coentreprises dans lesquelles BNP Paribas Cardif détient une participation minoritaire. BNP Paribas Cardif : <https://www.bnpparibascardif.com/fr/responsabilite-societale-des-entreprises>



**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**



## Annexes : Glossaire

Les définitions suivantes s'appliquent à la présente politique :

<b>Alliance for Zero Extinction (AZE)</b>	<p>L'AZE est une initiative qui regroupe plusieurs organismes de conservation de la biodiversité dans le monde. Son objectif est d'empêcher l'extinction des espèces en identifiant et en préservant des sites clés qui se trouvent être le dernier refuge d'une ou plusieurs espèces en danger (EN) ou en danger critique (CR). Les sites AZE sont des sites qui abritent plus de 95 % de la population mondiale connue d'une espèce EN ou CR donnée ou plus de 95 % de la population d'une espèce EN ou CR pendant une partie de la vie de l'espèce (accouplement ou hivernage par exemple). Un site AZE a des caractères distinctifs et des limites définissables. Pour toutes les raisons énoncées ci-dessus, la perte d'un site AZE aurait pour conséquence l'extinction d'une espèce en milieu sauvage.</p> <p><a href="http://www.zeroextinction.org/index.html">http://www.zeroextinction.org/index.html</a></p>
<b>Carbon and Water Disclosure Projects</b>	<p>Le Carbon Disclosure Project (CDP) est une association indépendante à but non lucratif. Son rôle est de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'à la gestion durable de l'eau par les entreprises et les collectivités publiques. Le CDP travaille avec les entreprises pour définir des méthodologies et encourager la publication et la gestion des données dont elles disposent sur le climat et l'eau (émissions de gaz à effet de serre, consommation d'eau, pollution, etc.) et avec les investisseurs pour évaluer les risques liés au changement climatique, au manque d'eau, aux inondations et à la pollution, ainsi que les opportunités à saisir dans ces domaines.</p> <p><a href="https://www.cdp.net/en">https://www.cdp.net/en</a>  <a href="https://www.cdp.net/en/water">https://www.cdp.net/en/water</a></p>
<b>Charbon métallurgique</b>	<p>Souvent connu sous le nom de charbon coke, le charbon métallurgique est essentiellement utilisé pour la production de coke, la principale source de carbone utilisé en sidérurgie pour la réduction du minerai de fer.</p>
<b>Charbon thermique</b>	<p>Ou charbon vapeur, est majoritairement utilisé pour la production d'électricité.</p> <p>Ne pas confondre avec le charbon à coke – connu aussi sous le nom de charbon métallurgique – qui est majoritairement utilisé pour la production sidérurgique.</p>



**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**



<b>Code international de gestion du cyanure</b>	<p>Le code international de gestion du cyanure est un programme d'adhésion volontaire pour l'industrie extractive d'or. Il vise à promouvoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La gestion responsable du cyanure utilisé dans l'extraction de l'or,</li> <li>• L'amélioration de la protection de la santé humaine et</li> <li>• La réduction des impacts potentiels sur l'environnement.</li> </ul> <p>Les sociétés signataires sont soumises à un audit par un organisme tiers indépendant qui vérifie leur conformité par rapport aux principes énoncés dans le code.</p> <p>Les résultats de cet audit sont rendus publics afin de tenir les diverses parties prenantes informées des pratiques concernant la gestion du cyanure dans les exploitations certifiées.</p> <p><a href="http://www.cyanidecode.org/">http://www.cyanidecode.org/</a></p>
<b>Conseil International des Mines et Métaux (ICMM)</b>	<p>Le Conseil International des Mines et Métaux (ICMM) a été créé en 2001 pour contribuer à l'amélioration de la performance du secteur des mines et métaux en matière de développement durable. Il regroupe aujourd'hui plusieurs grandes sociétés minières et métallurgiques, auxquelles s'ajoutent des associations professionnelles de l'industrie minière, au niveau national et régional.</p> <p>L'ICMM intervient auprès d'un large éventail de parties prenantes (gouvernements, organisations internationales, communautés et populations autochtones, société civile et milieu universitaire) afin d'instaurer un dialogue. Son objectif est que les principales entreprises travaillent ensemble et avec les autres acteurs pour renforcer la contribution de l'extraction minière de minéraux et de métaux au développement durable.</p> <p><a href="http://www.icmm.com/">http://www.icmm.com/</a></p>
<b>Déversement de résidus miniers dans les cours d'eau</b>	<p>Pratique visant à rejeter des résidus miniers dans les cours d'eaux (rivières, lacs et lagunes, par exemple).</p>
<b>Déversement en mer à faible profondeur de résidus miniers</b>	<p>Contrairement à l'immersion en mer à grande profondeur des résidus miniers, cette méthode consiste généralement à déverser les résidus miniers dans des eaux de surface, à des profondeurs inférieures à 30 mètres, ou bien dans des fjords, des canaux maritimes ou des eaux côtières où les résidus se déposent à des profondeurs auxquelles ils risquent de quitter leur zone de dépôt initial et de produire des effets incontrôlables (ces profondeurs vont généralement de 30 mètres à quelques centaines de mètres).</p>



<b>Exploitation minière artisanale et de petite échelle</b>	Cette notion englobe les très petites exploitations, opérée notamment à des fins de subsistance. Une exploitation minière artisanale et de petite échelle se caractérise par l'extraction de minerais non complexes, menée à la surface ou à proximité de la surface, au moyen d'outils et méthodes simples. Ce type d'exploitation est souvent assimilé à des opérations informelles, instables ou illégales, caractérisées par l'absence totale de capitaux, de méthodes d'extraction aléatoires, portant atteinte à l'environnement et présentant des risques pour la santé et la sécurité. La main-d'œuvre employée est souvent informelle ou temporaire, leur patrimoine est quasi-inexistant et les techniques employées sont rudimentaires et peu coûteuses.
<b>GRI</b>	La Global Reporting Initiative (GRI) est une organisation à but non lucratif dont la mission est de promouvoir le développement durable sur les plans économique, environnemental et social. La GRI a instauré pour les entreprises et les organisations un cadre général pour la rédaction de rapports sur le développement durable. Ce cadre est utilisé partout dans le monde.  <a href="https://www.globalreporting.org/">https://www.globalreporting.org/</a>
<b>Immersion en mer à grande profondeur de résidus miniers</b>	Déversement des résidus miniers en-dessous de la profondeur maximum de la couche de mélange de surface, de la zone euphotique et de la zone de remontée des eaux, en partant du principe que ces résidus ne remonteront pas dans les eaux de surface. A la sortie du déversoir, les résidus continuent de descendre, finissant par se déposer au fond de la mer à de grandes profondeurs (généralement supérieures à 1 km).
<b>Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)</b>	L'ITIE est une norme mondiale qui assure la transparence des paiements des entreprises d'exploitation de ressources naturelles. Il s'agit d'une coalition composée de gouvernements, d'entreprises, de groupes de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales.  <a href="http://eiti.org/">http://eiti.org/</a>
<b>Installations connexes</b>	Les installations connexes sont définies comme étant des installations qui ne sont pas financées en tant que partie intégrante du projet mais qui n'auraient pas été construites ou agrandies en l'absence du projet et sans lesquelles le projet ne serait pas viable. Les installations connexes peuvent inclure des voies ferrées, des routes, des lignes de transport d'électricité ou des centrales électriques captives, des oléoducs, des services publics, des entrepôts et des terminaux de logistique.



<b>Mine</b>	Une mine se définit comme une fosse ou une excavation dans le sol d'où l'on extrait des substances minérales. Ces substances peuvent être métalliques (métaux de base, métaux nobles et précieux, métaux ferreux et non ferreux, y compris l'uranium) ou non métalliques (charbon, phosphate, potasse, etc.). Les carrières et l'exploitation minière de sables bitumineux sont exclues du périmètre d'application de cette politique.
<b>Mine à déplacement de sommet (MTR) dans les Appalaches</b>	Type d'exploitation minière à ciel ouvert, utilisée pour extraire des réserves de charbon près de la surface dans des terrains en pente caractéristiques de la région des Appalaches. Cette méthode peut avoir des impacts négatifs sur les communautés locales (les explosions peuvent endommager les habitations, mettre en danger les résidents, et les exposer aux poussières de charbon) ainsi que l'environnement (déchets déversés dans les vallées, impactant les cours d'eau et contaminant l'eau potable).
<b>Organisation internationale du travail (OIT)</b>	L'organisation internationale du travail (OIT) est une agence spécialisée des Nations Unies. Sa mission est de promouvoir la justice sociale et les droits de l'homme et du travailleur. <a href="https://www.ilo.org/global/lang--fr/index.htm">https://www.ilo.org/global/lang--fr/index.htm</a>
<b>Pacte Mondial</b>	Le Pacte Mondial des Nations Unies est une initiative stratégique pour les entreprises membres qui s'engagent à aligner leurs opérations et stratégies sur 10 principes universellement acceptés touchant les droits de l'homme, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption. Le Groupe est membre du Pacte mondial des Nations Unies depuis 2003. <a href="http://www.unglobalcompact.org/">http://www.unglobalcompact.org/</a>
<b>Principes de l'Equateur</b>	Les Principes de l'Equateur sont un référentiel du secteur financier visant à identifier, évaluer et gérer les risques environnementaux et sociaux dans les projets. Le Groupe a adopté les Principes de l'Equateur en octobre 2008. Le texte officiel est disponible à cette adresse : <a href="http://www.equator-principles.com/">http://www.equator-principles.com/</a>
<b>Principes Volontaires sur la Sécurité et les Droits de l'Homme</b>	Ces principes ont été établis en 2000 à l'initiative de gouvernements, ONG et entreprises afin de donner aux sociétés extractives des orientations sur les moyens d'assurer la sécurité de leurs opérations dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ces Principes volontaires sont les seules directives sur les droits humains qui s'adressent spécifiquement aux sociétés pétrolières, gazières et minières. <a href="http://www.voluntaryprinciples.org">www.voluntaryprinciples.org</a>


**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**

<b>Processus de Kimberley</b>	<p>Le Processus de Kimberley est une initiative regroupant des gouvernements, des industriels et des membres de la société civile, qui vise à enrayer le commerce de diamants bruts provenant de zones de conflit (diamants utilisés par les mouvements rebelles pour financer leurs luttes contre les gouvernements légitimes).</p> <p><a href="http://www.kimberleyprocess.com/">http://www.kimberleyprocess.com/</a></p>
<b>Sites inscrits au Patrimoine Mondial de l'UNESCO</b>	<p>Sites culturels et naturels considérés comme ayant une valeur exceptionnelle pour l'humanité et inscrits sur la liste de la Convention du Patrimoine Mondial.</p> <p><a href="http://whc.unesco.org/en/list">http://whc.unesco.org/en/list</a></p>
<b>Sites Ramsar</b>	<p>Il s'agit des « Sites contenant des types de zones humides représentatifs, rares ou uniques » et des « Sites d'importance internationale pour la conservation de la diversité biologique » répertoriés dans la liste de la Convention sur les zones humides adoptée à Ramsar, en Iran, en 1971 (Convention de Ramsar - <a href="http://www.ramsar.org/">http://www.ramsar.org/</a>).</p>
<b>Travail forcé</b>	<p>Le travail forcé désigne tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque, telles que sanction pénale, suppression des droits ou avantages, et pour lequel ledit individu ne s'est pas proposé de plein gré (Convention N° 29 sur le travail forcé, OIT 2001a).</p>
<b>Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)</b>	<p>L'UICN est un réseau mondial pour la conservation de la nature. Il rassemble des Etats et des organisations non gouvernementales. L'une de ses missions consiste à aider les pays et les communautés à identifier et gérer des aires protégées sur terre et dans les océans.</p> <p>Six catégories d'aires protégées ont été définies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>I – Réserve naturelle intégrale (Ia) / Zone de nature sauvage (Ib),</li> <li>II- Parc national,</li> <li>III- Monument ou élément naturel,</li> <li>IV- Aire de gestion des habitats ou des espèces,</li> <li>V – Paysage terrestre ou marin protégé,</li> <li>VI- Aire protégée avec utilisation durable des ressources naturelles.</li> </ul> <p><a href="http://www.iucn.org/about/work/programmes/pa/pa_products/wcpa_categories/">http://www.iucn.org/about/work/programmes/pa/pa_products/wcpa_categories/</a></p>
<b>Zone d'exploitation minière</b>	<p>La zone qui est enregistrée auprès des autorités réglementaires nationales et locales dans le cadre du processus d'approbation. Les limites de la zone d'exploitation minière sont détaillées dans la licence d'exploitation.</p>


**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**

<b>Zone de conflit armé actif</b>	Il n'existe actuellement pas de définition officielle de la notion de « zone de conflit armé actif » en vertu de la législation internationale. Le Groupe a donc élaboré une définition interne de ce type de zones en se fondant sur les recherches menées par différents experts externes.
<b>Zones à haute valeur pour la conservation (HCV)</b>	<p>Zones critiques d'un paysage qui nécessitent d'être gérées de manière à garantir le maintien ou l'amélioration de leurs hautes valeurs pour la conservation. On reconnaît six principaux types de zones HCV :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aires contenant des concentrations significatives de richesses biologiques à l'échelle mondiale, régionale ou nationale (espèces endémiques, espèces en danger, refuges).</li> <li>• Aires d'importance mondiale, régionale ou nationale dans lesquelles les populations viables de la plupart des espèces, voire toutes, existent naturellement dans des modèles naturels de distribution et d'abondance, à l'échelle de paysages.</li> <li>• Aires situées dans des écosystèmes rares, menacés ou en danger ou qui contiennent des écosystèmes de ce type.</li> <li>• Aires qui fournissent des services écosystémiques de base dans des situations critiques (ex. protection du bassin versant, contrôle de l'érosion).</li> <li>• Aires essentielles pour répondre aux besoins fondamentaux des communautés locales (ex. subsistance, santé).</li> <li>• Aires critiques pour l'identité culturelle traditionnelle des communautés locales (aires significatives aux niveaux culturel, écologique, économique ou religieux identifiées en coopération avec ces communautés locales).</li> </ul> <p><a href="http://www.hcvnetwork.org/">http://www.hcvnetwork.org/</a></p>

Les définitions fournies ci-dessus sont susceptibles d'être modifiées. Le Groupe tiendra compte de l'évolution de ces concepts et continuera, dans la mesure du possible, à suivre l'actualité et l'évolution des conventions internationalement reconnues.

*Fin du document*



**BNP PARIBAS**

**La banque  
d'un monde  
qui change**